




Domaine 18	Installations électriques	Q18
	COMPTE RENDU DE VERIFICATION PERIODIQUE	

Organisme Nous, soussignés, organisme de vérification d'installations électrique autorisé* par CNPP Cert sous le n°028/18. Nom (ou raison sociale) BUREAU VERITAS * 26 rue de l'eau blanche 29200 BREST	 
--	--

Etablissement objet de la vérification Nom (ou raison sociale) UNION GROUPEMENTS D ACHATS PUBLICS * IQ IUT QUIMPER IQ IUT QUIMPER 2 RUE DE L'UNIVERSITE 29000 QUIMPER Nature de l'activité : Salle de cours et bureaux Lorsqu'il y a plusieurs bâtiments, préciser la référence du (des) bâtiment(s) concerné(s) : Bâtiment D Nous déclarons avoir reçu de l'exploitant ou son représentant : <input type="checkbox"/> la désignation des locaux à risque d'incendie (par défaut, l'organisme se réfère au guide UTE C 15103) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> le document relatif à la protection contre les explosions <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Sans Objet
--

Vérification des installations électriques réalisée Nous déclarons avoir procédé le le 22/08/2025 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. La vérification a consisté en : <input checked="" type="checkbox"/> une vérification complète des installations électriques de l'établissement <input type="checkbox"/> une vérification partielle des installations électriques désignées ci-dessous (lieu et motif) Une coupure totale a été autorisée par l'exploitant <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Type de vérification : <input type="checkbox"/> première vérification effectuée par l'organisme <input checked="" type="checkbox"/> vérification périodique annuelle Date de la précédente visite : 23/08/2023
--

Conclusion Nous déclarons que l'installation électrique <input type="checkbox"/> peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion <input checked="" type="checkbox"/> ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion

La vérification a été effectuée par David SAMPAIO en présence de :	A BREST le 22/08/2025 Cachet de l'organisme de vérification  BUREAU VERITAS EXPLOITATION 4, Place des Sébasts 92400 COURBEVOIE Tél. +33 (0)1 95 24 80 99 N° SIRET : 790 184 875 01787 TVA INTRACO : FR 40 790 184 875 Ce document a été validé par son auteur
--	---



* Autorisation délivrée par CNPP Cert., organisme certificateur reconnu par les professionnels de la sécurité et de l'assurance Route de la Chapelle Réanville. CS 22265. F 27950 Saint-Marcel. www.cnpp.com

Constatations ¹	Absence de danger constaté	Danger signalé pour la 1 ^{ere} fois ²	Danger déjà signalé
1 - Présence de trace d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique	X		
2 - Absence des moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT).	SO		
3 - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités.	X		
4 - Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel.	X		
5 - Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires	X		
6 - Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.	SO		
7 - Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.	SO		
8 - Existence de locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes : - présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1 ^{er} défaut d'isolement - protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA	SO		
¹ Indiquer à l'aide d'une croix dans les colonnes de droite s'il y a ou non constat de danger. La mention SO signifie « sans objet ». La mention NV signifie « non vérifié » et doit être motivée : vérification partielle et/ou coupure totale non autorisée. ² Dans le cas d'une première vérification réalisée par l'organisme, les constats de danger sont mentionnés dans cette colonne.			
Evénements déclarés depuis la vérification précédente Modifications de l'installation : Aucune modification signalée Incidents : Aucun incident ne nous a été déclaré. Dispositions pour améliorer les conditions de sécurité : Sans Objet Points de non-conformité ou anomalies constatés et préconisations associées <i>Rappeler le cas échéant, la date à laquelle ils ont été signalés pour la première fois</i> Voir en annexe le récapitulatif des observations détaillées, extrait de notre rapport de la vérification N° 8192502.393.7 Commentaires <i>Préciser notamment à titre informatif si un compte rendu Q19 a été délivré, la présence de procédés photovoltaïques sur le bâtiment, le schéma de liaison à la terre de l'installation électrique (BT)</i> Schéma de liaison à la terre : TT			

Doc. Réf. Q18 – 01/2014 – Modèle et marque Q18 ® déposés par le CNPP

Ce compte rendu doit être transmis dans un délai de 5 semaines à l'exploitant en 2 exemplaires, l'un destiné à son assureur, l'autre conservé par lui sur le site où la vérification a été effectuée. Ce délai peut être porté à 2 mois lorsque l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.

Liste récapitulative des observations issues de la vérification

Périmètre vérifié dans le rapport | IQ IUT QUIMPER

BÂTIMENT D (IUT QUIMPER)

INSTALLATIONS BASSE ET TRES BASSE TENSION

BATIMENT D

↳ Rez-de-chaussée haut

↳ Circulation

↳ **LOCAL D006**

Point vérifié	N°	Observation(s)
---------------	----	----------------

TD Sous station : Secondaire 24V D3

Dispositifs bt	1	Calibrer à 3 A le dispositif de protection contre les surintensités du circuit
----------------	---	---

Code Obs. :
DS/090921/181028/3

Date de 1^{er} signalement :
10/09/2021

Art. Réf. :
CDT R.4215-6 NF C 15-100-1 Art.4-43 - 523
- 533

Nota : Les différentes préconisations formulées ci-dessus permettent de répondre aux exigences du(des) texte(s) de référence. Nous attirons toutefois votre attention sur le fait que ces préconisations n'intègrent pas les conditions d'exploitation. Il appartient donc au chef d'établissement d'établir la pertinence de la solution proposée vis-à-vis des contraintes d'exploitation.